

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 665 / Juin 2021

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{er} trimestre 2021

Un climat des affaires moins impacté par le deuxième confinement

Une progression significative de l'ICA

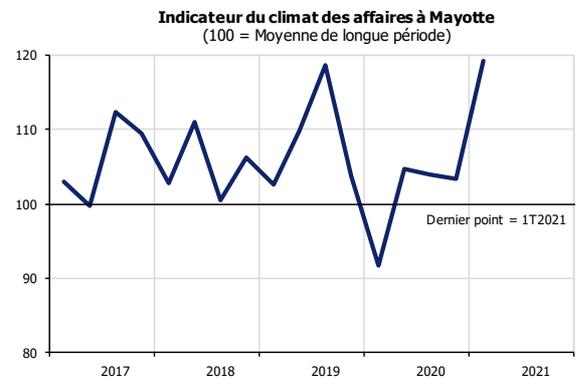
Après une fin d'année 2020 marquée par les difficultés économiques et le pessimisme induits par la crise sanitaire, l'année 2021 débute avec un regain d'optimisme des chefs d'entreprise, et ce, malgré le nouveau confinement qui a couvert la moitié du premier trimestre. En effet, les résultats de l'enquête de conjoncture font ressortir un Indicateur du climat des affaires (ICA) en hausse de 15,9 points pour s'établir à 119,2 points, signe que les chefs d'entreprise gardent le moral en dépit des nombreuses restrictions sanitaires qui ont impacté l'activité.

Dans ce contexte, et malgré une difficulté supplémentaire liée à un environnement social relativement dégradé, l'activité globale se redresse. Cependant, cette évolution de l'activité recouvre des réalités disparates.

En effet, cette amélioration ne bénéficie pas à tous les secteurs : si le BTP et les commerces essentiels ont poursuivi leur activité, les services et commerces dits non-essentiels ainsi que l'hôtellerie et la restauration ont été contraints de fermer de manière totale ou partielle. Ainsi, 50,8 % des entreprises interrogées déplorent une baisse de leur chiffre d'affaires par rapport au quatrième trimestre 2020, tandis que 39,3 % font état d'une amélioration.

Malgré une légère hausse des prix sur le début de l'année, la consommation des ménages demeure très dynamique et continue de soutenir l'activité. Cette tendance se reflète, entre autres, dans l'évolution des importations totales, qui poursuivent leur hausse avec des valeurs records à Mayotte.

Pour le deuxième trimestre 2021, les chefs d'entreprise maintiennent un jugement favorable sur la conjoncture et anticipent à nouveau une progression de la plupart des indicateurs. Ainsi, ils prévoient une poursuite de la hausse de leur niveau d'activité, accompagnée de nouvelles améliorations des trésoreries, des délais de paiement et des cahiers de charges. De même, pour le quatrième trimestre consécutif, ils demeurent très optimistes quant à leurs intentions d'investissement.

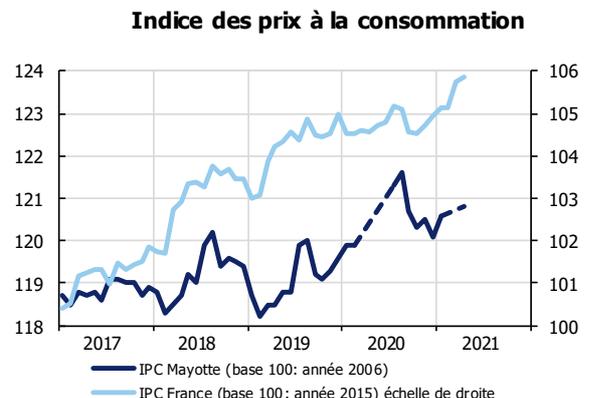


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Légère hausse des prix

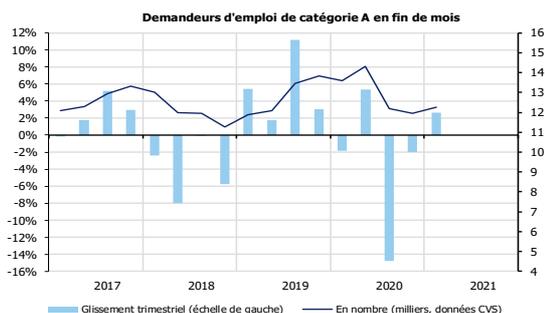
L'Indice des prix à la consommation (IPC), qui n'a pu être calculé pour les périodes de mars à juin 2020 et février à mars 2021 en raison du confinement, progresse de 0,6 % entre décembre 2020 et avril 2021. Cette progression est portée principalement par l'inflation des prix de l'énergie (+6,9 %). Pour leur part, les produits alimentaires et manufacturés progressent respectivement de 0,5 % et 0,4 % tandis que ceux des services sont en repli de 0,4 %.

De plus, en glissement annuel (février 2020 à avril 2021), l'IPC progresse plus franchement en France (+1,2 %) qu'à Mayotte (+0,8 %). Les prix des services et de l'alimentation se renchérissent respectivement de 1 % et 0,9 % ; ceux des produits manufacturés sont en recul de 0,1 %, alors que ceux de l'énergie sont stables.



Source : Insee, données mensuelles

La demande d'emploi repart à la hausse



Au premier trimestre 2021, la demande d'emploi repart à la hausse après un recul sur deux trimestres consécutifs. Ainsi, Pôle emploi recense 12 273 demandeurs d'emploi en fin de mois de la catégorie A (DEFM A, CVS), soit une progression de 2,7 % par rapport au quatrième trimestre 2020.

Cette évolution concerne toutes les catégories d'âge et particulièrement les moins de 25 ans pour lesquels les demandes d'emploi progressent de 8,2 % (+3,3 % pour les plus de 50 ans et +0,6 % pour les 25-49 ans). Les hommes sont davantage concernés par cette évolution (+4,2 % contre +1,4 % pour les femmes).

Par ailleurs, la demande d'emploi est en repli sur un an : le nombre de DEFM A décroît de 9,7 % par rapport au premier trimestre 2020.

La consommation des ménages reste très dynamique

La consommation des ménages demeure dynamique en ce début d'année, avec une progression sensible des importations de la majorité des types de biens destinés aux ménages. Cette hausse est davantage prononcée qu'au précédent trimestre. Cette évolution corrobore la perception positive des commerçants sur leur activité, tant sur le premier trimestre que sur le trimestre à venir.

Ainsi, la valeur totale des importations de produits courants augmente de 5,6 % (CVS), celle des importations de biens d'équipement du foyer de 6,3 % (CVS). Néanmoins, sur le trimestre, les immatriculations de véhicules neufs connaissent une baisse significative de 23,6 % (CVS) et l'encours des crédits à la consommation se contracte légèrement (-1 %).

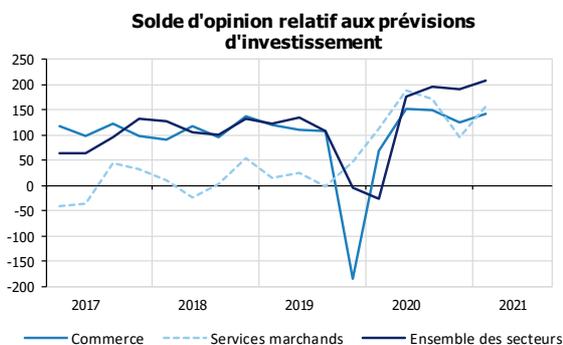
En glissement annuel, les hausses sont encore plus marquantes pour les importations de produits courants (+16,8 %) et de biens d'équipement (+51,4 %), et l'encours des crédits à la consommation continue de croître (+7,4 %). En revanche, les immatriculations de véhicules neufs sont en repli de 10 % (CVS).

Importations de biens de consommation non durables

(En millions d'euros, données CVS)



Les intentions d'investissement demeurent bien orientées



Les chefs d'entreprise enquêtés demeurent optimistes quant à leur intention d'investir dans l'année à venir. Malgré les disparités relevées dans le redressement de l'activité, cette bonne orientation concerne la plupart des secteurs d'activité.

Les encours des crédits d'investissement sont stables (-0,4 %), ceux des crédits d'exploitation sont en hausse de 6,9 %. L'évolution de ces derniers est toujours liée au recours des entreprises aux Prêts garantis par l'État (PGE) pour faire face aux difficultés de trésorerie rencontrées depuis l'apparition de la crise sanitaire.

Par ailleurs, par rapport au quatrième trimestre 2020, les importations de biens intermédiaires continuent de progresser de 5,3 % (CVS) alors que celles de biens d'équipement professionnel se contractent de 1,7 % (CVS).

Les importations continuent de progresser

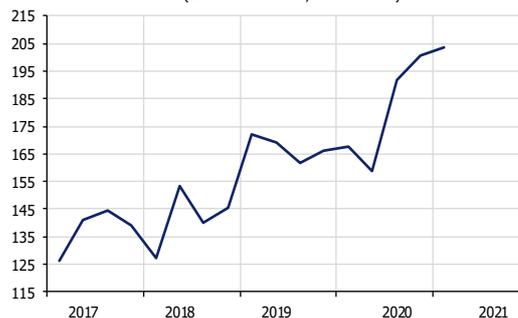
Les importations enregistrent une hausse pour le troisième trimestre consécutif (+1,4 %, CVS). Cette évolution est d'autant plus remarquable qu'en glissement annuel, leur valeur totale croît de 21,5 % par rapport au premier trimestre 2020.

Cette progression est portée principalement par les ménages (produits courants et biens durables). Par ailleurs, en dépit d'une légère baisse des importations de biens d'investissement, la croissance des importations des biens intermédiaires permet aux entreprises de contribuer à la hausse globale des importations.

Pour leur part, les exportations enregistrent une baisse significative, après la forte hausse du trimestre précédent (+29,5 %, CVS). Ce recul est de 24,1 % (CVS) sur le trimestre et de 22,2 % (CVS) en glissement annuel.

Importations

(En millions d'euros, données CVS)

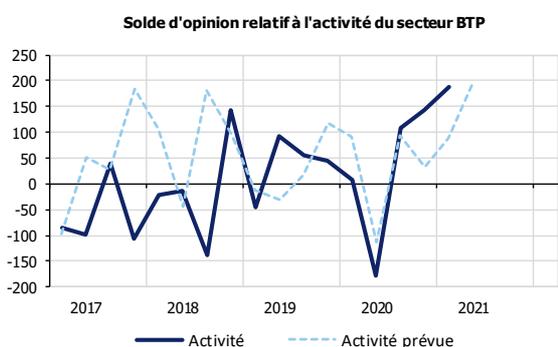


Rebond de l'activité globale porté par le BTP et les commerces essentiels

Malgré le confinement généralisé du 5 février au 15 mars, puis le maintien de certaines restrictions dont l'instauration d'un couvre-feu, les chefs d'entreprise font état d'une amélioration de l'activité globale au premier trimestre 2021. En effet, ce confinement, qui a été plus court et moins strict que celui de l'année 2020, a été mieux anticipé par les entrepreneurs et a eu un impact moins important au niveau global, quoique différencié en fonction des secteurs d'activité.

Si presque 40 % des entreprises ont dû modifier leur organisation de travail en 2020 pour s'adapter à la crise sanitaire, elles expriment deux principales craintes en 2021 : tout d'abord, le risque que les restrictions soient prolongées, mais également les difficultés d'approvisionnement avec des délais de plus en plus longs depuis le démarrage de la crise sanitaire. Toutefois, dans leur grande majorité (86 %), les entreprises ne craignent pas une potentielle défaillance.

L'activité se maintient dans le BTP



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

L'activité du BTP est bien orientée pour le troisième trimestre consécutif. Les chefs d'entreprise du secteur font part d'une amélioration des délais de paiement et des charges d'exploitation. Cependant, les trésoreries sont encore pénalisées, mais de façon moins prononcée qu'au trimestre précédent.

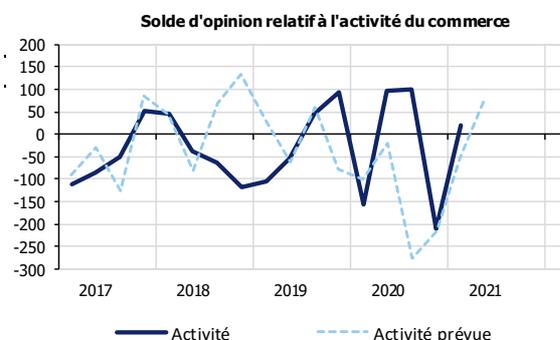
Pour le deuxième trimestre 2021, les chefs d'entreprise anticipent un allègement des charges et une amélioration des trésoreries, qui permettraient de soutenir une croissance de leur volume d'activité. Toutefois, ils restent pessimistes sur les délais de paiement, craignant toujours leur allongement.

Quoiqu'en baisse sur le trimestre, les volumes d'importation de ciment restent supérieurs à ceux enregistrés au cours des deux précédentes années sur la même période.

Des réalités disparates pour les commerçants

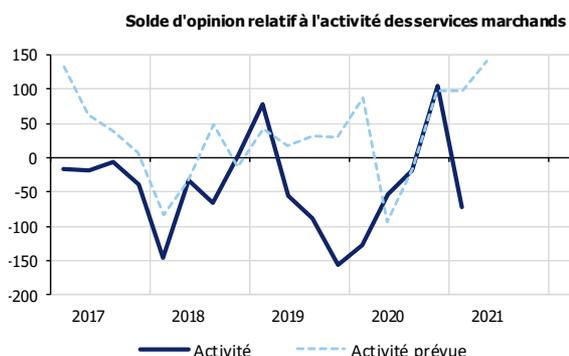
L'activité du secteur du commerce s'est améliorée au premier trimestre 2021. Cette tendance positive est toutefois portée en grande partie par les commerces dits « essentiels », qui n'ont pas été contraints de fermer pendant le confinement. Ainsi, les chefs d'entreprise font part d'une amélioration des trésoreries et des délais de paiement et d'un allègement de leurs charges.

Pour le deuxième trimestre 2021, les commerçants sont optimistes, prévoyant une nouvelle hausse de leur activité, conjuguée à un allègement des charges d'exploitation et des délais de paiement. Cependant, ils sont également nombreux à anticiper une dégradation de leurs trésoreries.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Le secteur tertiaire très pénalisé par le confinement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

L'activité du secteur des services marchands diminue significativement au premier trimestre et atteint un solde d'opinion largement négatif. Bien que déplorant un allongement des délais de paiement, les chefs d'entreprise font part d'une amélioration des trésoreries et d'un allègement des charges.

L'optimisme des chefs d'entreprise quant à l'évolution de l'activité du secteur se maintient pour le deuxième trimestre 2021. Les prévisions d'activité et d'investissement demeurent bien orientées, en dépit de l'anticipation d'une dégradation des trésoreries et des délais de paiement.

La conjoncture régionale et internationale

DANS LES ECONOMIES DE LA REGION, LES PERSPECTIVES DE CROISSANCE DEMEURENT INCERTAINES

En **Afrique du Sud**, le pic de la deuxième vague de la Covid-19, amorcée fin 2020 et caractérisée par l'apparition d'un nouveau variant, a été atteint en janvier 2021. Néanmoins, le déclin du nombre de cas a permis d'alléger la majorité des restrictions depuis mars. Dans ce contexte, la Banque centrale prévoit une croissance de 2,7 % au premier trimestre 2021. Cette évolution est principalement portée par l'activité des industries manufacturières et minières qui affichent de bons résultats. Les indices PMI ainsi que le renforcement de la demande et l'évolution des cours signalent par ailleurs un rebond de l'activité. Sur l'année 2021, la Banque centrale prévoit une croissance de 4,2 %. Cette prévision de croissance a été revue à la hausse par l'institution, malgré ses inquiétudes concernant la lenteur de la campagne de vaccination et le possible rebondissement de l'épidémie.

À **Maurice**, une nouvelle vague épidémique a conduit à l'instauration d'un deuxième confinement le 11 mars 2021. En mai 2021, le pays est entré dans la deuxième phase de réouverture de son économie et envisage une reprise progressive de l'activité. Le secteur du tourisme, qui représente 13 % du PIB, demeure affecté par l'interdiction des voyageurs à entrer ou transiter sur le territoire. Toutefois, le déploiement de la vaccination améliore les perspectives. La Banque centrale mauricienne prévoit ainsi une croissance du PIB de 7,9 % en 2021, soutenue par les dépenses publiques qui financeront des projets d'infrastructures.

À **Madagascar**, la reprise économique se poursuit au quatrième trimestre 2020 grâce au renforcement de la demande globale. En effet, la hausse de la demande interne entamée au troisième trimestre se maintient et l'amélioration des perspectives économiques globales redynamise les échanges commerciaux. Selon les estimations du FMI, le PIB devrait progresser de 3,2 % en 2021, soutenu par l'activité industrielle et tertiaire, même si des incertitudes liées à l'activité touristique subsistent. Le risque d'une deuxième vague épidémique pèse toutefois sur les perspectives de croissance pour 2021.

L'archipel des **Seychelles** devrait être durablement touché par la pandémie de coronavirus. En effet, le tourisme représente environ 30 % de son PIB et l'incertaine normalisation des déplacements transfrontaliers assombrit les perspectives de croissance pour les économies fortement dépendantes de ce secteur. Le FMI a donc revu à la baisse les estimations de croissance pour 2021 : +1,8 % soit 2,3 points de pourcentage en moins par rapport aux prévisions de janvier 2021.

L'activité économique des **Comores** a connu en 2020 sa plus faible croissance depuis 2010 : +0,2 % selon la Banque centrale. La demande interne a été le principal moteur de croissance, en particulier la consommation des administrations publiques (+6,2 % en 2020, contre +1,1 % en 2019). Le début de la vaccination en avril 2021 et les mesures d'accompagnement supplémentaires de la part des bailleurs de fonds (FMI, BAD et la Banque Mondiale) devraient dynamiser la croissance. Ainsi, le PIB devrait progresser de +1,5 %.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI

UNE REPRISE ENCORE EN DEMI-TEINTE AU PREMIER TRIMESTRE 2021

Selon les dernières estimations publiées par le FMI, l'activité mondiale a connu une très nette contraction en 2020, à la suite de la pandémie de Covid-19 (-3,3 % sur l'année). Pour 2021, les perspectives restent particulièrement incertaines et dépendront principalement de la trajectoire de la crise sanitaire. Les mesures supplémentaires de soutien budgétaire prises dans quelques grandes économies et la reprise attendue au second semestre grâce aux vaccins permettent au FMI d'anticiper une croissance de l'économie mondiale de 6 %, avec toutefois d'importantes disparités d'une région à l'autre.

Aux **États-Unis**, le PIB a progressé de 1,6 % au premier trimestre 2021, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,1 % au quatrième trimestre 2020. Cette reprise traduit la réouverture progressive de l'économie au cours du second semestre 2020 et la mise en place de mesures conséquentes de soutien monétaires et budgétaires. La consommation des ménages a ainsi progressé de 3,6 % à fin mars tandis que les commandes de biens durables ont renoué avec la croissance (+0,5 %). Selon les prévisions du FMI, l'économie américaine pourrait retrouver son niveau d'activité d'avant-crise dès le deuxième trimestre 2021.

Dans la **zone euro**, l'activité s'est contractée de 0,6 % au premier trimestre 2021 après un recul de 0,7 % au trimestre précédent. Les nouvelles restrictions prises dans plusieurs pays européens à la suite de la résurgence de l'épidémie sur la période ont pesé sur l'activité économique. Le taux de chômage s'établit à 8,1 % à fin mars, soit un très léger repli par rapport à fin décembre (8,2 %), tandis que l'inflation est de retour en territoire positif (+1,3 % à fin mars contre -0,3 % trois mois plus tôt).

Selon l'Insee, le PIB de la **France** a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2021 après un repli de 1,4 % au trimestre précédent. La croissance du PIB est principalement portée par la hausse de l'investissement (+2,2 %) alors que la consommation des ménages n'a progressé que de façon marginale (+0,3 %) et que les exportations se sont contractées de 1,5 %. Le PIB reste toutefois inférieur de 4,4 % à son niveau du quatrième trimestre 2019, avant le début de la crise sanitaire. Sur l'ensemble de l'année 2021, la Banque de France anticipe une progression du PIB de 5,5 %.

Au **Japon**, le PIB a reculé de 1,3 % au premier trimestre 2021 après une hausse de 2,8 % au quatrième trimestre 2020. L'annonce d'un nouvel état d'urgence sanitaire en janvier a notamment pesé sur la consommation des ménages. Pour l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance du PIB de 3,3 %.

Enfin, les **pays émergents** et en développement pourraient voir leur PIB croître de 6,7 % en 2021. L'Inde et la Chine verraient leur PIB progresser de respectivement 12,5 % et 8,4 % tandis que le Brésil et le Mexique enregistreraient un rythme de croissance plus modéré (respectivement +3,7 % et +5 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 4 juin 2021.